

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15138]

**Ambassades étrangères en Belgique. — Remise de Lettres de créance**

Le 15 septembre 2015, LL.EE. M. Chea Thireak, Mme Elefthéria Galathianaki, M. Jérémie Banigwaninzigo, Mme Maria Ubach Font et M. Rüdiger Lüdeking ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement du Royaume du Cambodge, de Grèce, de la République du Burundi, de la Principauté d'Andorre et de la République fédérale d'Allemagne à Bruxelles.

LL.EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15138]

**Buitenlandse ambassades in België. — Overhandiging van geloofsbrieven**

Op 15 september 2015 hebben H.E. de heer Chea Thireak, Mevr. Elefthéria Galathianaki, de heer Jérémie Banigwaninzigo, Mevr. Maria Ubach Font en de heer Rüdiger Lüdeking de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van het Koninkrijk Cambodja, van Griekenland, van de Republiek Burundi, van het Prinsdom van Andorra en van de Bondsrepubliek Duitsland te Brussel.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15105]

**20 AVRIL 2015. — Loi portant assentiment au Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), adopté à Genève le 8 décembre 2005 (1) (2)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), adopté à Genève le 8 décembre 2005, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,  
D. REYNDEERS

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—————  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)) :

Documents : 54-0887.

Compte rendu intégral : 19/03/2015.

(2) Date d'entrée en vigueur pour la Belgique : 12/11/2015.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15105]

**20 APRIL 2015. — Wet houdende instemming met het Aanvullend Protocol bij de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 betreffende de aanvaarding van een aanvullend onderscheidend embleem (Protocol III), aangenomen te Genève op 8 december 2005 (1) (2)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Aanvullend Protocol bij de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 betreffende de aanvaarding van een aanvullend onderscheidend embleem (Protocol III), aangenomen te Genève op 8 december 2005, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,  
D. REYNDEERS.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) :

Stukken : 54-0887.

Integraal verslag : 19/03/2015.

(2) Datum inwerkingtreding voor België : 12/11/2015.

**Protocole additionnel aux Conventions de Genève  
du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III)**

**Préambule**

Les Hautes Parties contractantes,

(PP1) réaffirmant les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 (1) (en particulier les art. 26, 38, 42 et 44 de la 1<sup>re</sup> Convention de Genève (2)) et, le cas échéant, de leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977 (3) (en particulier les art. 18 et 38 du Protocole additionnel I (4) et l'art. 12 du Protocole additionnel II (5)), concernant l'utilisation des signes distinctifs;

(PP2) souhaitant compléter les dispositions mentionnées ci-dessus afin de renforcer leur valeur protectrice et leur caractère universel;

(PP3) notant que le présent Protocole ne porte pas atteinte au droit reconnu des Hautes Parties contractantes de continuer à utiliser les emblèmes qu'elles utilisent conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des Conventions de Genève et, le cas échéant, de leurs Protocoles additionnels;

(PP4) rappelant que l'obligation de respecter les personnes et les biens protégés par les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels découle de la protection que leur accorde le droit international et ne dépend pas de l'utilisation des emblèmes, des signes ou des signaux distinctifs;

(PP5) soulignant que les signes distinctifs ne sont pas censés avoir de signification religieuse, ethnique, raciale, régionale ou politique;

(PP6) insistant sur la nécessité de garantir le plein respect des obligations liées aux signes distinctifs reconnus dans les Conventions de Genève et, le cas échéant, dans leurs Protocoles additionnels;

(PP7) rappelant que l'art. 44 de la 1<sup>re</sup> Convention de Genève établit la distinction entre l'usage protecteur et l'usage indicatif des signes distinctifs;

(PP8) rappelant en outre que les Sociétés nationales qui entreprennent des activités sur le territoire d'un autre Etat doivent s'assurer que les emblèmes qu'elles prévoient d'utiliser dans le cadre de ces activités peuvent être utilisés dans le pays où se déroulent ces activités ainsi que dans le ou les pays de transit;

(PP9) reconnaissant les difficultés que l'utilisation des signes distinctifs existants peut poser à certains Etats et à certaines Sociétés nationales;

(PP10) notant la détermination du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de conserver leurs noms et leurs signes distinctifs actuels;

sont convenues de ce qui suit :

(1) RS 0.518.12, 0.518.23, 0.518.42, 0.518.51

(2) RS 0.518.12

(3) RS 0.518.521, 0.518.522

(4) RS 0.518.521

(5) RS 0.518.522

**Article 1<sup>er</sup>. Respect et champ d'application du présent Protocole**

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter le présent Protocole en toutes circonstances.

2. Le présent Protocole réaffirme et complète les dispositions des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (ci-après « les Conventions de Genève ») et, le cas échéant, de leurs deux Protocoles additionnels du 8 juin 1977 (ci-après « les Protocoles additionnels de 1977 ») relatives aux signes distinctifs, à savoir la croix rouge, le croissant rouge et le lion et soleil rouge, et s'applique dans les mêmes situations que celles auxquelles il est fait référence dans ces dispositions.

**Art. 2. Signes distinctifs**

1. Le présent Protocole reconnaît un signe distinctif additionnel en plus des signes distinctifs des Conventions de Genève et aux mêmes fins. Les signes distinctifs ont le même statut.

2. Ce signe distinctif additionnel, composé d'un cadre rouge, ayant la forme d'un carré posé sur la pointe, sur fond blanc, est conforme à l'illustration figurant dans l'annexe au présent Protocole. Dans ce Protocole, il est fait référence à ce signe distinctif en tant qu'« emblème du troisième Protocole ».

3. Les conditions d'utilisation et de respect de l'emblème du troisième Protocole sont identiques à celles établies pour les signes distinctifs par les Conventions de Genève et, le cas échéant, par leurs Protocoles additionnels de 1977.

4. Les services sanitaires et le personnel religieux des forces armées des Hautes Parties contractantes pourront, sans porter atteinte à leurs emblèmes actuels, utiliser à titre temporaire tout signe distinctif mentionné dans le par. 1 du présent article, si cette utilisation est susceptible de renforcer leur protection.

**Art. 3. Usage indicatif de l'emblème du troisième Protocole**

1. Les Sociétés nationales des Hautes Parties contractantes qui décideront d'utiliser l'emblème du troisième Protocole pourront, lorsqu'elles utiliseront cet emblème conformément à la législation nationale pertinente, choisir d'y incorporer, à titre indicatif :

a) un signe distinctif reconnu par les Conventions de Genève ou une combinaison de ces emblèmes; ou

b) un autre emblème qu'une Haute Partie contractante a effectivement utilisé et qui a fait l'objet d'une communication aux autres Hautes Parties contractantes et au Comité international de la Croix-Rouge par l'intermédiaire du dépositaire avant l'adoption du présent Protocole.

L'incorporation devra être réalisée conformément à l'illustration présentée dans l'annexe au présent Protocole.

2. Une Société nationale qui choisit d'incorporer à l'intérieur de l'emblème du troisième Protocole un autre emblème, conformément au par. 1 du présent article, peut, en conformité avec la législation nationale, utiliser la dénomination de cet emblème et arborer cet emblème sur son territoire national.

3. Les Sociétés nationales peuvent, en conformité avec leur législation nationale et dans des circonstances exceptionnelles, et pour faciliter leur travail, utiliser à titre temporaire le signe distinctif mentionné à l'art. 2 du présent Protocole.

4. Le présent article n'affecte pas le statut juridique des signes distinctifs reconnus dans les Conventions de Genève et dans le présent Protocole; il n'affecte pas non plus le statut juridique de tout emblème particulier lorsque celui-ci est incorporé à titre indicatif conformément au par. 1 du présent article.

**Art. 4. Comité international de la Croix-Rouge et Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

Le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que leur personnel dûment autorisé, pourront, dans des circonstances exceptionnelles et pour faciliter leur travail, faire usage du signe distinctif mentionné à l'art. 2 du présent Protocole.

**Art. 5. Missions placées sous les auspices des Nations Unies**

Les services sanitaires et le personnel religieux participant à des opérations placées sous les auspices des Nations Unies peuvent, avec l'accord des Etats participants, utiliser l'un des signes distinctifs mentionnés aux art. 1 et 2.

**Art. 6. Prévention et répression des abus**

1. Les dispositions des Conventions de Genève et, le cas échéant, des Protocoles additionnels de 1977 qui régissent la prévention et la répression des usages abusifs des signes distinctifs s'appliqueront de façon identique à l'emblème du troisième Protocole. En particulier, les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer, en tout temps, tout abus des signes distinctifs mentionnés dans les art. 1 et 2 et de leur dénomination, y compris leur usage perfide et l'utilisation de tout signe ou dénomination qui en constitue une imitation.

2. Nonobstant le par. 1 du présent article, les Hautes Parties contractantes pourront autoriser les usagers antérieurs de l'emblème du troisième Protocole, ou de tout signe qui en constitue une imitation, à poursuivre un tel usage, pour autant que cet usage ne puisse apparaître, en temps de conflit armé, comme visant à conférer la protection des Conventions de Genève et, le cas échéant, des Protocoles additionnels de 1977, et pour autant que les droits autorisant cet usage aient été acquis avant l'adoption du présent Protocole.

**Art. 7. Diffusion**

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en temps de paix comme en temps de conflit armé, à diffuser le présent Protocole le plus largement possible dans leurs pays respectifs et, en particulier, à en inclure l'étude dans les programmes d'instruction militaire et à en encourager l'étude par la population civile, de sorte que cet instrument puisse être connu des forces armées et de la population civile.

**Art. 8. Signature**

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions de Genève le jour même de son adoption et restera ouvert durant une période de douze mois.

**Art. 9. Ratification**

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels de 1977.

**Art. 10. Adhésion**

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions de Genève non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

**Art. 11. Entrée en vigueur**

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacune des Parties aux Conventions de Genève qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

**Art. 12. Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole**

1. Lorsque les Parties aux Conventions de Genève sont également Parties au présent Protocole, les Conventions s'appliquent telles qu'elles sont complétées par le présent Protocole.

2. Si l'une des Parties au conflit n'est pas liée par le présent Protocole, les Parties au présent Protocole resteront néanmoins liées par celui-ci dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par le présent Protocole envers ladite Partie, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

**Art. 13. Amendement**

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.

2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions de Genève, signataires ou non du présent Protocole.

**Art. 14. Dénonciation**

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets qu'une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve dans une situation de conflit armé ou d'occupation, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin du conflit armé ou de l'occupation.

2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire, qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

3. La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de la Partie dénonçante.

4. Aucune dénonciation notifiée aux termes du par. 1 n'aura d'effet sur les obligations déjà contractées du fait du conflit armé ou de l'occupation au titre du présent Protocole par la Partie dénonçante pour tout acte commis avant que ladite dénonciation devienne effective.

**Art. 15. Notifications**

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions de Genève, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux art. 8, 9 et 10;

b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'art. 11, dans les 10 jours suivant l'entrée en vigueur;

c) des communications reçues conformément à l'art. 13;

d) des dénonciations notifiées conformément à l'art. 14.

**Art. 16. Enregistrement**

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'art. 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

**Art. 17. Textes authentiques**

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire, qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions de Genève.

---

Annexe

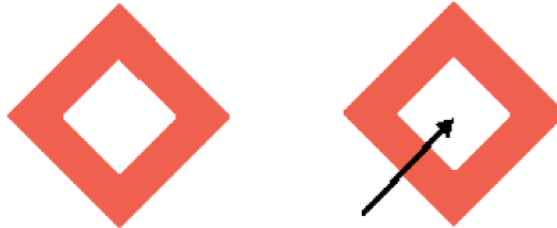
**Emblème du troisième Protocole**

(art. 2, par. 2, et art. 3, par. 1, du Protocole)

**Art. 1 Signe distinctif**



**Art. 2 Usage indicatif de l'emblème du troisième Protocole**



Incorporation selon l'art. 3

---

VERTALING

**Aanvullend protocol bij de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949,  
betreffende de aanvaarding van een aanvullend onderscheidend embleem (Protocol III)**

**Preambule**

De Hoge Verdragsluitende Partijen,

(PP1) Opnieuw bevestigend de bepalingen van de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 (in het bijzonder de artikelen 26, 38, 42 en 44 van het Eerste Verdrag van Genève) en, waar van toepassing, de Aanvullende Protocollen daarbij van 8 juni 1977 (in het bijzonder de artikelen 18 en 38 van Aanvullend Protocol I en artikel 12 van Aanvullend Protocol II), betreffende het gebruik van onderscheidende emblemen,

(PP2) Geleid door de wens voornoemde bepalingen aan te vullen teneinde de beschermende waarde en het universele karakter ervan te bevorderen,

(PP3) Vaststellend dat dit Protocol het erkende recht van de Hoge Verdragsluitende Partijen onverlet laat de emblemen te blijven gebruiken die zij hanteren overeenkomstig hun verplichtingen uit hoofde van de Verdragen van Genève en, waar van toepassing, de Aanvullende Protocollen daarbij,

(PP4) In herinnering roepend dat de verplichting personen en objecten die beschermd worden door de Verdragen van Genève en de Aanvullende Protocollen daarbij te ontzien voortvloeit uit hun beschermde status uit hoofde van het internationale recht en niet afhankelijk is van het gebruik van de onderscheidende emblemen, tekens of seinen,

(PP5) Benadrukkend dat geen religieuze, etnische, raciale, regionale of politieke betekenis van de emblemen beoogd wordt,

(PP6) Het belang benadrukkend dat gewaarborgd wordt dat de verplichtingen die verband houden met de in de Verdragen van Genève erkende emblemen ten volle geëerbiedigd worden evenals, indien van toepassing, de Aanvullende Protocollen daarbij,

(PP7) In herinnering roepend dat in artikel 44 van het Eerste Verdrag van Genève onderscheid wordt gemaakt tussen het gebruik van de emblemen tot bescherming en tot aanduiding,

(PP8) Voorts in herinnering roepend dat de nationale verenigingen die werkzaamheden verrichten op het grondgebied van een andere Staat erop toe dienen te zien dat de emblemen die zij binnen het kader van die werkzaamheden beogen te gebruiken in het land waar de werkzaamheden plaatsvinden alsmede in het land of de landen van doorvoer mogen worden gebruikt,

(PP9) Erkennend de moeilijkheden die bepaalde Staten en nationale verenigingen kunnen ondervinden bij het gebruik van de bestaande onderscheidende emblemen,

(PP10) Indachtig de beslissing van het Internationale Comité van het Rode Kruis, de Internationale Federatie van Rode Kruis- en Rode Halvemaanverenigingen en de Internationale Rode Kruis- en de Rode Halvemaanbeweging hun huidige namen en emblemen te handhaven,

Zijn het volgende overeengekomen :

**Artikel 1. Eerbiediging en toepassingsgebied van dit Protocol**

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich dit Protocol onder alle omstandigheden te eerbiedigen en te doen eerbiedigen.

2. Dit Protocol bevestigt opnieuw de bepalingen van de vier Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 ("de Verdragen van Genève") en, indien van toepassing, de twee Aanvullende Protocollen van 8 juni 1977 ("de Aanvullende Protocollen van 1977") die betrekking hebben op de onderscheidende emblemen, te weten het rode kruis, de rode halve maan en de rode leeuw en zon en vult deze aan en is van toepassing op dezelfde situaties als die waarnaar in deze bepalingen wordt verwezen.

**Art. 2. Onderscheidende Emblemen**

1. In dit Protocol wordt een aanvullend onderscheidend embleem erkend naast, en ten behoeve van dezelfde doeleinden als, de onderscheidende emblemen van de Verdragen van Genève. De onderscheidende emblemen genieten een gelijke status.

2. Dit aanvullende onderscheidende embleem, bestaande uit een rood kader in de vorm van een gekanteld vierkant op een wit veld dient overeen te komen met de illustratie in de bijlage bij dit Protocol. Naar dit aanvullende onderscheidende embleem wordt in dit Protocol verwezen als het "embleem van het derde Protocol".

3. De voorwaarden voor het gebruik en de eerbiediging van het embleem van het derde Protocol zijn gelijk aan die voor de bij de Verdragen van Genève vastgestelde onderscheidende emblemen, en, indien van toepassing, de Aanvullende Protocollen van 1977.

4. Het medisch personeel en de geestelijke verzorgers van de strijdkrachten van de Hoge Verdragsluitende Partijen mogen, onverminderd hun huidige emblemen, tijdelijk gebruik maken van een van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde onderscheidende emblemen, indien dit de bescherming bevordert.

**Art. 3. Gebruik van het embleem van het derde Protocol tot aanduiding**

1. De nationale verenigingen van de Hoge Verdragsluitende Partijen die besluiten tot het gebruik van het embleem van het derde Protocol, kunnen bij het gebruik van het embleem overeenkomstig de desbetreffende nationale wetgeving besluiten ten behoeve van het gebruik ter aanduiding er het volgende in te integreren :

a) een bij de Verdragen van Genève erkend embleem of een combinatie van deze emblemen; of

b) een ander embleem dat daadwerkelijk in gebruik is bij een Hoge Verdragsluitende Partij en waarover voorafgaand aan de aanneming van dit Protocol via de depositaris mededeling is gedaan aan de andere Hoge Verdragsluitende Partijen en het Internationale Comité van het Rode Kruis.

De wijze van integreren dient overeen te komen met de illustratie in de bijlage bij dit Protocol.

2. Een nationale vereniging die besluit overeenkomstig het voorgaande eerste lid een ander embleem te integreren in het embleem van het derde Protocol, kan in overeenstemming met de nationale wetgeving de benaming van dat embleem gebruiken en het voeren binnen haar nationale grondgebied.

3. De nationale verenigingen kunnen in overeenstemming met hun nationale wetgeving en in uitzonderlijke omstandigheden en teneinde hun werkzaamheden te vergemakkelijken tijdelijk gebruik maken van het in artikel 2 van dit Protocol bedoelde embleem.

4. Dit artikel laat de juridische status van de bij de Verdragen van Genève en bij dit Protocol erkende emblemen onverlet evenals die van elk specifiek embleem dat ter aanduiding in overeenstemming met het eerste lid van dit artikel is geïntegreerd.

**Art. 4. Internationale Comité van het Rode Kruis en de Internationale Federatie van Rode Kruis- en Rode Halvemaanverenigingen**

Het Internationale Comité van het Rode Kruis en de Internationale Federatie van Rode Kruis- en Rode Halvemaanverenigingen en hun daartoe naar behoren gemachtigde medewerkers kunnen in uitzonderlijke omstandigheden en teneinde hun werkzaamheden te vergemakkelijken het in artikel 2 van dit Protocol bedoelde embleem gebruiken.

**Art. 5. Missies onder auspiciën van de Verenigde Naties**

Het medisch personeel en de geestelijke verzorgers die deelnemen aan operaties onder auspiciën van de Verenigde Naties mogen, met toestemming van de deelnemende Staten, een van de in de artikelen 1 en 2 genoemde onderscheidende emblemen gebruiken.

**Art. 6. Voorkoming en bestrijding van misbruik**

1. De bepalingen van de Verdragen van Genève en, indien van toepassing, de Aanvullende Protocollen van 1977, betreffende het voorkomen en bestrijden van misbruik van de onderscheidende emblemen zijn eveneens van toepassing op het embleem van het derde Protocol. De Hoge Verdragsluitende Partijen nemen in het bijzonder de nodige maatregelen teneinde elk misbruik van de in de artikelen 1 en 2 genoemde emblemen en hun benamingen te allen tijde te voorkomen en te bestrijden, met inbegrip van het perfide gebruik en het gebruik van elk embleem of elke benaming dat of die daar een nabootsing van vormt.

2. Onverminderd het voorgaande eerste lid, kunnen de Hoge Verdragsluitende Partijen eerdere gebruikers van het embleem van het derde Protocol of van een teken dat daar een nabootsing van vormt, toestaan het gebruik voort te zetten, onder de voorwaarde dat dat ten tijde van een gewapend conflict niet zodanig geschiedt dat zulks kan worden geacht de bescherming uit hoofde van de Verdragen van Genève en, indien van toepassing, de Aanvullende Protocollen van 1977, te verlenen en mits de rechten tot het gebruik zijn verworven vóór de aanneming van dit Protocol.

**Art. 7. Verspreiding**



De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich, zowel in vreedstijd als ten tijde van een gewapend conflict, dit Protocol op zo ruim mogelijke schaal in hun onderscheiden landen te verspreiden, en in het bijzonder de bestudering ervan in de programma's van hun militaire opleiding op te nemen en de bestudering ervan door de burgerbevolking te stimuleren, zodat de strijdkrachten en de burgerbevolking van deze akte op de hoogte kunnen zijn.

#### **Art. 8. Ondertekening**

Dit Protocol staat open voor ondertekening door de Partijen bij de Verdragen van Genève vanaf de datum van de aanneming ervan en blijft open gedurende een periode van twaalf maanden.

#### **Art. 9. Bekrachtiging**

Dit Protocol dient zo spoedig mogelijk te worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging dienen te worden nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad, die depositaris van de Verdragen van Genève en van de Aanvullende Protocollen van 1977 is.

#### **Art. 10. Toetreding**

Dit Protocol staat open voor toetreding door iedere Partij bij de Verdragen van Genève, die het niet heeft ondertekend. De akten van toetreding dienen te worden nedergelegd bij de depositaris.

#### **Art. 11. Inwerkingtreding**

1. Dit Protocol treedt in werking zes maanden nadat twee akten van bekrachtiging of toetreding zijn nedergelegd.
2. Ten aanzien van iedere Partij bij de Verdragen van Genève die dit Protocol daarna bekrachtigt of ertoe toetreedt, treedt het in werking zes maanden nadat die Partij haar akte van bekrachtiging of toetreding heeft nedergelegd.

#### **Art. 12. Verdragsbetrekkingen na de inwerkingtreding van dit Protocol**

1. Indien de Partijen bij de Verdragen van Genève tevens Partij zijn bij dit Protocol, zijn de Verdragen van toepassing als aangevuld door dit Protocol.
2. Wanneer een van de partijen bij het conflict niet door dit Protocol is gebonden, blijven de Partijen bij dit Protocol daardoor in hun onderlinge betrekkingen gebonden. Zij zijn bovendien door dit Protocol gebonden met betrekking tot ieder van de partijen die daardoor niet is gebonden, indien de laatstbedoelde partij de bepalingen daarvan aanvaardt en toepast.

#### **Art. 13. Wijziging**

1. Iedere Hoge Verdragsluitende Partij kan voorstellen doen tot wijziging van dit Protocol. De tekst van elk wijzigingsvoorstel wordt ter kennis gebracht van de depositaris, die na raadpleging van alle Hoge Verdragsluitende Partijen en het Internationale Comité van het Rode Kruis en de Internationale Federatie van Rode Kruis- en Rode Halvemaanverenigingen beslist of een conferentie ter bestudering van het wijzigingsvoorstel bijeen moet worden geroepen.
2. De depositaris nodigt alle Hoge Verdragsluitende Partijen voor die conferentie uit, evenals de Partijen bij de Verdragen van Genève, ongeacht of deze ondertekenaar zijn van dit Protocol of niet.

#### **Art. 14. Opzegging**

1. Indien een Hoge Verdragsluitende Partij dit Protocol mocht opzeggen, wordt de opzegging eerst van kracht een jaar na de ontvangst van de akte van opzegging. Indien aan het einde van dat jaar de Partij die opzegt, is verwickeld in een gewapend conflict of bezetting, wordt de opzegging niet van kracht voor het einde van het gewapende conflict of de bezetting.
2. De opzegging wordt schriftelijk ter kennis van de depositaris gebracht, die haar aan alle Hoge Verdragsluitende Partijen toezendt.
3. De opzegging heeft alleen gevolg ten aanzien van de Partij die opzegt.
4. Geen enkele opzegging krachtens het eerste lid tast, met betrekking tot welke handeling ook die is verricht voordat de opzegging van kracht wordt, de verplichtingen aan die ten gevolge van het gewapende conflict of de bezetting krachtens dit Protocol reeds op de Partij die opzegt, rusten.

#### **Art. 15. Kennisgevingen**

De depositaris stelt de Hoge Verdragsluitende Partijen, evenals de Partijen bij de Verdragen van Genève, ongeacht of deze ondertekenaar zijn van dit Protocol of niet, in kennis van :

- a) ondertekeningen van dit Protocol en de nederlegging van akten van bekrachtiging en van toetreding krachtens de artikelen 8, 9 en 10;
- b) de datum van de inwerkingtreding van dit Protocol krachtens artikel 11 binnen 10 dagen na de genoemde inwerkingtreding;
- c) kennisgevingen ontvangen op grond van artikel 13;
- d) opzeggingen krachtens artikel 14.

#### **Art. 16. Registratie**

1. Dit Protocol wordt na zijn inwerkingtreding door de depositaris aan het Secretariaat van de Verenigde Naties toegezonden ter registratie en publicatie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.
2. De depositaris stelt het Secretariaat van de Verenigde Naties tevens in kennis van alle bekrachtigingen, toetredingen en opzeggingen die met betrekking tot dit Protocol worden ontvangen.

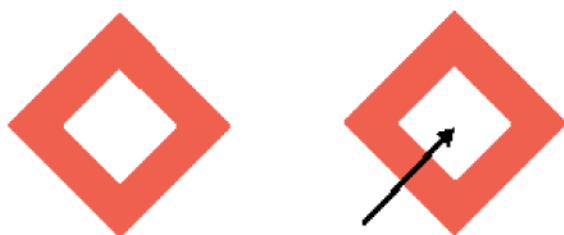
#### **Art. 17. Authentieke teksten**

Het origineel van dit Protocol, waarvan de Arabische, Chinese, Engelse, Franse, Russische en Spaanse teksten gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de depositaris, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan aan alle Partijen bij de Verdragen van Genève toezendt.

Bijlage

**Embleem van het derde protocol**

(Artikel 2, tweede lid, en artikel 3, eerste lid, van het Protocol)

*Artikel 1 - Onderscheidend embleem**Artikel 2 - Gebruik van het embleem van het derde Protocol tot aanduiding*

Integratie in overeenstemming met artikel 3

Liste des Etats liés

Etats/ Organisations	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
ALBANIE		Adhésion	06/02/2008	06/08/2008
ALLEMAGNE	13/03/2006	Ratification	17/06/2009	17/12/2009
ANGOLA	14/03/2006	Indéterminé		
ARGENTINE	13/03/2006	Ratification	16/03/2011	16/09/2011
ARMENIE		Adhésion	12/08/2011	12/02/2012
AUSTRALIE	08/03/2006	Ratification	15/07/2009	15/01/2010
AUTRICHE	08/12/2005	Ratification	03/06/2009	03/12/2009
BELARUS		Adhésion	31/03/2011	30/09/2011
BELGIQUE	08/12/2005	Ratification	12/05/2015	12/11/2015
BOLIVIE	08/12/2005	Indterminé		

Etats/ Organisations	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
BOSNIE- HERZEGOVINE	14/03/2006	Indéterminé		
BRESIL	14/03/2006	Ratification	28/08/2009	28/02/2010
BULGARIE	14/03/2006	Ratification	13/09/2006	13/03/2007
BURKINA FASO	07/12/2006	Indéterminé		
BURUNDI	08/12/2005	Indéterminé		
BELIZE		Adhésion	03/04/2007	03/10/2007
CANADA	19/06/2006	Ratification	26/11/2007	26/05/2008
CAP-VERT (ILES)	10/01/2006	Indéterminé		
CHILI	08/12/2005	Ratification	06/07/2009	06/01/2010
CHYPRE	19/06/2006	Ratification	27/11/2007	27/05/2008
COLOMBIE	08/12/2005	Indéterminé		
CONGO (REPUBLIQUE)	08/12/2005	Indéterminé		
COOK (ILES)		Adhésion	07/09/2011	07/03/2012
COREE DU SUD	02/08/2006	Indéterminé		
COSTA-RICA	08/12/2005	Ratification	30/06/2008	30/12/2008
CROATIE	29/05/2006	Ratification	13/06/2007	13/12/2007
DANEMARK	08/12/2005	Ratification	25/05/2007	25/11/2007
REPUBLIQUE DOMINI- CAINE	26/07/2006	Ratification	01/04/2009	01/10/2009
EL SALVADOR	08/03/2006	Ratification	12/09/2007	12/03/2008
EQUATEUR	08/12/2005	Indéterminé		
ESPAGNE	23/12/2005	Ratification	10/12/2010	10/06/2011
ESTONIE	14/03/2006	Ratification	28/02/2008	28/08/2008
ETATS-UNIS	08/12/2005	Ratification	08/03/2007	08/09/2007
ETHIOPIE	13/03/2006	Indéterminé		
FIDJI		Adhésion	30/07/2008	30/01/2009
FINLANDE	14/03/2006	Ratification	14/01/2009	14/07/2009
FRANCE	08/12/2005	Ratification	17/07/2009	17/01/2010
GHANA	14/06/2006	Indéterminé		
GRECE	08/12/2005	Ratification	26/10/2009	26/04/2010
GUATEMALA	08/12/2005	Ratification	14/03/2008	14/09/2008
GUYANA		Adhésion	21/09/2009	21/03/2010
GEORGIE	28/09/2006	Ratification	19/03/2007	19/09/2007
HAITI	06/12/2006	Indéterminé		
HONDURAS	13/03/2006	Ratification	08/12/2006	08/06/2007
HONGRIE	19/06/2006	Ratification	15/11/2006	15/05/2007
IRLANDE	20/06/2006	Indéterminé		
ISLANDE	17/05/2006	Ratification	04/08/2006	04/02/2007
ISRAEL	08/12/2005	Ratification	22/11/2007	22/05/2008
ITALIE	08/12/2005	Ratification	29/01/2009	29/07/2009
JAMAIQUE	05/12/2006	Indéterminé		
KAZAKHSTAN		Adhésion	24/06/2009	24/12/2009
KENYA	30/03/2006	Ratification	28/10/2013	28/04/2014
LETTONIE	20/06/2006	Ratification	02/04/2007	02/10/2007
LIECHTENSTEIN	08/12/2005	Ratification	24/08/2006	24/02/2007
LITUANIE	06/12/2006	Ratification	28/11/2007	28/05/2008
LUXEMBOURG	08/12/2005	Ratification	27/01/2015	27/07/2015
MACEDOINE (EX-REP. DE YUGOSLAVIE)	18/05/2006	Ratification	14/10/2008	14/04/2009
MADAGASCAR	08/12/2005	Indéterminé		



Etats/ Organisations	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
MALTE	08/12/2005	Indéterminé		
MEXIQUE	16/11/2006	Ratification	07/07/2008	07/01/2009
MOLDAVIE	13/09/2006	Ratification	19/08/2008	19/02/2009
MONACO	15/03/2006	Ratification	12/03/2007	12/09/2007
NAURU	27/06/2006	Ratification	04/12/2012	04/06/2013
NICARAGUA	08/03/2006	Ratification	02/04/2009	02/10/2009
NORVEGE	08/12/2005	Ratification	13/06/2006	14/01/2007
NOUVELLE-ZELANDE	19/06/2006	Ratification	23/10/2013	23/04/2014
NEPAL	14/03/2006	Indéterminé		
OUGANDA		Adhésion	21/05/2008	21/11/2008
PANAMA	19/06/2006	Ratification	30/04/2012	30/10/2012
PARAGUAY	14/03/2006	Ratification	13/10/2008	13/04/2009
PAYS-BAS	14/03/2006	Ratification	13/12/2006	13/06/2007
PHILIPPINES	13/03/2006	Ratification	22/08/2006	22/02/2007
POLOGNE	20/06/2006	Ratification	26/10/2009	26/04/2010
PORTUGAL	08/12/2005	Ratification	22/04/2014	22/10/2014
PEROU	08/12/2005	Indéterminé		
ROUMANIE	20/06/2006	Ratification	15/05/2015	15/11/2015
ROYAUME-UNI	08/12/2005	Ratification	23/10/2009	23/04/2010
RUSSIE	07/12/2006	Indéterminé		
SAINT-MARIN	19/01/2006	Ratification	22/06/2007	22/12/2007
SERBIE	31/03/2006	Ratification	18/08/2010	18/02/2011
SIERRA LEONE	20/06/2006	Indéterminé		
SINGAPOUR	02/08/2006	Ratification	07/07/2008	07/01/2009
SLOVAQUIE	25/04/2006	Ratification	30/05/2007	30/11/2007
SLOVENIE	19/05/2006	Ratification	10/03/2008	10/09/2008
SUEDE	30/03/2006	Ratification	21/08/2014	21/02/2015
SUISSE	08/12/2005	Ratification	14/07/2006	14/01/2007
SURINAM		Adhésion	25/06/2013	25/12/2013
TANZANIE	08/12/2005	Indéterminé		
REP. TCHEQUE	12/04/2006	Ratification	23/05/2007	23/11/2007
TERRITOIRES PALESTI- NIENS		Adhésion	04/01/2015	04/01/2015
TIMOR	08/12/2005	Ratification	29/07/2011	29/01/2012
TOGO	26/06/2006	Indéterminé		
TURQUIE	07/12/2006	Indéterminé		
UKRAINE	23/06/2006	Ratification	19/01/2010	19/07/2010
URUGUAY	13/03/2006	Ratification	19/10/2012	19/04/2013

## Lijst van de gebonden landen

Staten/ Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
ALBANIE		Toetreding	06/02/2008	06/08/2008
ANGOLA	14/03/2006	Onbepaald		
ARGENTINIE	13/03/2006	Bekrachtiging	16/03/2011	16/09/2011
ARMENIE		Toetreding	12/08/2011	12/02/2012
AUSTRALIE	08/03/2006	Bekrachtiging	15/07/2009	15/01/2010
BELARUS		Toetreding	31/03/2011	30/09/2011
BELIZE		Toetreding	03/04/2007	03/10/2007

Staten/ Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BOLIVIA	08/12/2005	Onbepaald		
BOSNIE EN HERZEG- OVINA	14/03/2006	Onbepaald		
BRAZILIE	14/03/2006	Bekrachtiging	28/08/2009	28/02/2010
BULGARIJE	14/03/2006	Bekrachtiging	13/09/2006	13/03/2007
BURKINA FASO	07/12/2006	Onbepaald		
BURUNDI	08/12/2005	Onbepaald		
BELGIE	08/12/2005	Bekrachtiging	12/05/2015	12/11/2015
CANADA	19/06/2006	Bekrachtiging	26/11/2007	26/05/2008
CHILI	08/12/2005	Bekrachtiging	06/07/2009	06/01/2010
COLOMBIA	08/12/2005	Onbepaald		
CONGO (REPUBLIEK)	08/12/2005	Onbepaald		
COOK (EIL.)		Toetreding	07/09/2011	07/03/2012
COSTA RICA	08/12/2005	Bekrachtiging	30/06/2008	30/12/2008
CYPRUS	19/06/2006	Bekrachtiging	27/11/2007	27/05/2008
DENEMARKEN	08/12/2005	Bekrachtiging	25/05/2007	25/11/2007
DOMINICAANSE REPU- BLIEK	26/07/2006	Bekrachtiging	01/04/2009	01/10/2009
DUITSLAND	13/03/2006	Bekrachtiging	17/06/2009	17/12/2009
ECUADOR	08/12/2205	Onbepaald		
EL SALVADOR	08/03/2006	Bekrachtiging	12/09/2007	12/03/2008
ESTLAND	14/03/2006	Bekrachtiging	28/02/2008	28/08/2008
ETHIOPIE	13/03/2006	Onbepaald		
FIJI		Toetreding	30/07/2008	30/01/2009
FILIPPIJNEN	13/03/2006	Bekrachtiging	22/08/2006	22/02/2007
FINLAND	14/03/2006	Bekrachtiging	14/01/2009	14/07/2009
FRANKRIJK	08/12/2005	Bekrachtiging	17/07/2009	17/01/2010
GEORGIE	28/09/2006	Bekrachtiging	19/03/2007	19/09/2007
GHANA	14/06/2006	Onbepaald		
GRIEKENLAND	08/12/2005	Bekrachtiging	26/10/2009	26/04/2010
GUATEMALA	08/12/2005	Bekrachtiging	14/03/2008	14/09/2008
GUYANA		Toetreding	21/09/2009	21/03/2010
HAITI	06/12/2006	Onbepaald		
HONDURAS	13/03/2006	Bekrachtiging	08/12/2006	08/06/2007
HONGARIJE	19/06/2006	Bekrachtiging	15/11/2006	15/05/2007
IERLAND	20/06/2006	Onbepaald		
IJSLAND	17/05/2006	Bekrachtiging	04/08/2006	04/02/2007
ISRAEL	08/12/2005	Bekrachtiging	22/11/2007	22/05/2008
ITALIE	08/12/2005	Bekrachtiging	29/01/2009	29/07/2009
JAMAICA	05/12/2006	Onbepaald		
KAAPVERDISCHE (EILANDEN)	10/01/2006	Onbepaald		
KAZACHSTAN		Toetreding	24/06/2009	24/12/2009
KENIA	30/03/2006	Bekrachtiging	28/10/2013	28/04/2014
KOREA (ZUID)	02/08/2006	Onbepaald		
KROATIE	29/05/2006	Bekrachtiging	13/06/2007	13/12/2007
LETLAND	20/06/2006	Bekrachtiging	02/04/2007	02/10/2007
LIECHTENSTEIN	08/12/2005	Bekrachtiging	24/08/2006	24/02/2007
LITOUWEN	06/12/2006	Bekrachtiging	28/11/2007	28/05/2008
LUXEMBURG	08/12/2005	Bekrachtiging	27/01/2015	27/07/2015

Staten/ Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
MACEDONIE (VOORMALIGE JOEGOSLAVISCHE REP.)	18/05/2006	Bekrachtiging	14/10/2008	14/04/2009
MADAGASCAR	08/12/2005	Onbepaald		
MALTA	08/12/2005	Onbepaald		
MEXICO	16/11/2006	Bekrachtiging	07/07/2008	07/01/2009
MOLDAVIE	13/09/2006	Bekrachtiging	19/08/2008	19/02/2009
MONACO	15/03/2006	Bekrachtiging	12/03/2007	12/09/2007
NAURU	27/06/2006	Bekrachtiging	04/12/2012	04/06/2013
NEDERLAND	14/03/2006	Bekrachtiging	13/12/2006	13/06/2007
NEPAL	14/03/2006	Onbepaald		
NICARAGUA	08/03/2006	Bekrachtiging	02/04/2009	02/10/2009
NIEUW-ZEELAND	19/06/2006	Bekrachtiging	23/10/2013	23/04/2014
NOORWEGEN	08/12/2005	Bekrachtiging	13/06/2006	14/01/2007
OEGANDA		Toetreding	21/05/2008	21/11/2008
OEKRAINE	23/06/2006	Bekrachtiging	19/01/2010	19/07/2010
OOSTENRIJK	08/12/2005	Bekrachtiging	03/06/2009	03/12/2009
PALESTIJNSE GEBIEDEN		Toetreding	04/01/2015	04/01/2015
PANAMA	19/06/2006	Bekrachtiging	30/04/2012	30/10/2012
PARAGUAY	14/03/2006	Bekrachtiging	13/10/2008	13/04/2009
PERU	08/12/2005	Onbepaald		
POLEN	20/06/2006	Bekrachtiging	26/10/2009	26/04/2010
PORTUGAL	08/12/2005	Bekrachtiging	22/04/2014	22/10/2014
ROEMANIE	20/06/2006	Bekrachtiging	15/05/2015	15/11/2015
RUSLAND	07/12/2006	Onbepaald		
SAN MARINO	19/01/2006	Bekrachtiging	22/06/2007	22/12/2007
SERVIE	31/03/2006	Bekrachtiging	18/08/2010	18/02/2011
SIERRA LEONE	20/06/2006	Onbepaald		
SINGAPORE	02/08/2006	Bekrachtiging	07/07/2008	07/01/2009
SLOVAKIJE	25/04/2006	Bekrachtiging	30/05/2007	30/11/2007
SLOVENIE	19/05/2006	Bekrachtiging	10/03/2008	10/09/2008
SPANJE	23/12/2005	Bekrachtiging	10/12/2010	10/06/2011
SURINAME		Toetreding	25/06/2013	25/12/2013
TANZANIA	08/12/2005	Onbepaald		
TIMOR	08/12/2005	Bekrachtiging	29/07/2011	29/01/2012
TOGO	26/06/2006	Onbepaald		
TSJECHISCHE REP.	12/04/2006	Bekrachtiging	23/05/2007	23/11/2007
TURKIJE	07/12/2006	Onbepaald		
URUGUAY	13/03/2006	Bekrachtiging	19/10/2012	19/04/2013
VERENIGD KONINKRIJK	08/12/2005	Bekrachtiging	23/10/2009	23/04/2010
VERENIGDE STATEN	08/12/2005	Bekrachtiging	08/03/2007	08/09/2007
ZWEDEN	30/03/2006	Bekrachtiging	21/08/2014	21/02/2015
ZWITSERLAND	08/12/2005	Bekrachtiging	14/07/2006	14/01/2007